

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 49.494/2
DU 4 MAI 2011

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Secrétaire d'État, adjoint au Ministre de la Justice, le 7 avril 2011, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal « portant modification de l'arrêté royal du 15 décembre 2004 relatif au mode d'interdiction d'accès aux établissements de jeux de hasard de classe I et II », a donné l'avis suivant :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'État attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

*
* *

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Observation générale

L'article 54, § 3, 5, la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les paris, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs prévoit que la Commission des jeux de hasard prononce l'exclusion aux jeux visés « des personnes qui ont un problème de dépendance au jeu. Cette interdiction d'accès peut être prononcée à la demande de toute personne intéressée. La demande comporte les motifs et est introduite auprès de la commission. La commission rend sa décision après avoir invité le joueur concerné à présenter ses moyens de défense ».

Le projet examiné qui fixe, en application du cinquième paragraphe du même article, le mode d'interdiction d'accès prévoit, à l'article 3/1, § 3, en projet, qu'elle est prononcée lorsque cette commission constate « un comportement problématique face au jeu ». Les auteurs du projet modifient ainsi les circonstances dans lesquelles un joueur peut se voir interdire l'accès à des jeux alors qu'ils n'en ont pas la compétence.

Le projet doit être revu à cet égard.

Examen du projet

Dispositif

Article 1^{er}

1. Le texte à l'examen impose l'envoi d'une « lettre recommandée ».

Ainsi rédigé, il semble exiger le recours à un envoi postal recommandé et exclure, ce faisant, le recours au recommandé électronique lorsque seront en vigueur les dispositions qui, dans la loi du 9 juillet 2001 fixant certaines règles relatives au cadre juridique pour les signatures électroniques, le recommandé électronique et les services de certification, modifiée par la loi du 13 décembre 2010, sont relatives au recommandé électronique, c'est-à-dire au plus tard le 30 juin 2011 ¹.

Or, lorsque ces dispositions seront en vigueur, il résultera de l'article 4, § 6, de la loi du 9 juillet 2001 précitée que, « sous réserve de l'application d'exigences légales ou réglementaires spéciales en matière d'envois recommandés, un recommandé électronique est présumé satisfaire à l'exigence d'un envoi recommandé ».

La disposition qui vient d'être citée réservant l'application d'exigences légales ou réglementaires spéciales en matière d'envois recommandés, il est au pouvoir du Roi de prendre un texte qui, dans une matière déterminée, exclut le recours au recommandé électronique.

Encore toutefois incombe-t-il alors au Roi de justifier une telle exigence au regard du principe constitutionnel de l'égalité devant la loi.

¹ Ces dispositions figurent aux articles 38 à 52 de la loi du 13 décembre 2010 modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications belges et modifiant la loi du 9 juillet 2001 fixant certaines règles relatives au cadre juridique pour les signatures électroniques et les services de certification. En vertu de l'article 57, alinéa 1^{er}, 2^o, de la loi du 13 décembre 2010, elles entrent en vigueur le 30 juin 2011. Toutefois, l'alinéa 2 de l'article 57 de la loi du 13 décembre 2010 permet au Roi de fixer une date d'entrée en vigueur antérieure.

En tout état de cause, il convient d'employer une terminologie conforme à la législation en la matière ².

À cet égard :

- si l'intention est d'exiger le recours à un envoi postal recommandé et d'exclure le recours au recommandé électronique, il y a lieu de remplacer les mots « une lettre recommandée » par les mots « un envoi postal recommandé » ;
- si l'intention est d'imposer le recours à un service de recommandé, sans exclure le recommandé électronique, on remplacera les mots « une lettre recommandée » par les mots « un envoi postal recommandé ou un recommandé électronique ».

La disposition à l'examen sera revue en conséquence.

2. Il y a lieu de veiller à l'uniformité de la terminologie utilisée par rapport à l'arrêté royal que le projet examiné modifie. Il y a dès lors lieu d'écrire, à l'article 3/1, § 3, en projet, « sont ensuite enregistrées dans le système » au lieu de « sont ensuite introduites dans le système ».

3. Au même paragraphe, le projet prévoit que ce sont les données qui concernent les personnes précitées qui sont « introduites » dans le système. Le système concerné a pour but de permettre aux exploitants de vérifier si une personne n'est pas mentionnée sur la liste des personnes exclues. Il ne doit ainsi pas contenir le nom de la personne qui a introduit la demande. Or, les mots « personnes précitées » sont ambigus et peuvent paraître désigner tant la personne exclue que celle qui a introduit la demande. Il y a dès lors lieu d'écrire « personnes exclues » au lieu de « personnes précitées ».

² Voir en particulier :

- les définitions des expressions « envoi postal » et « envoi recommandé » que donnent le 7° et le 9° de l'article 131 de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, remplacé par la loi du 13 décembre 2010 ;
- la définition de l'expression « recommandé électronique » que donne le 14° de l'article 2, alinéa 2, de la loi du 9 juillet 2001 fixant certaines règles relatives au cadre juridique pour les signatures électroniques, le recommandé électronique et les services de certification, inséré par la loi du 13 décembre 2010.

Article 2

Le délai de dix jours qui doit séparer, en principe, la publication au Moniteur belge de l'entrée en vigueur a pour but de permettre, aux destinataires de la norme d'en prendre connaissance dans un délai raisonnable. La section de législation n'aperçoit pas en l'espèce à quelle nécessité répondrait l'entrée en vigueur immédiate de l'arrêté en projet.

Article 3

La section de législation n'aperçoit pas la raison pour laquelle le ministre qui a la Loterie Nationale dans ses attributions est chargé de l'exécution du projet examiné.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	P. VANDERNOOT,	conseillers d'État,
Mesdames	M. BAGUET,	
	A.-C. VAN GEERSDAELE,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. Y. DELVAL, auditeur adjoint.

LE GREFFIER

LE PRÉSIDENT

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 49.494/2
VAN 4 MEI 2011

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, tweede kamer, op 7 april 2011 door de Staatssecretaris, toegevoegd aan de Minister van Justitie, verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit “tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 december 2004 betreffende de wijze waarop de toegang tot de kansspelinrichtingen klasse I en II wordt verboden of ontzegd”, heeft het volgende advies gegeven:

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de regering, de bevoegdheid van de regering beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

*

* *

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Algemene opmerking

In artikel 54, § 3, punt 5, van de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de weddenschappen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers wordt bepaald dat de Kansspelcommissie de toegang tot de spelen in kwestie ontzegt “aan personen met een probleem van gokverslaving. Dit toegangsverbod kan op verzoek van elke belanghebbende worden uitgesproken. Het verzoek omvat de motieven en wordt ingediend bij de commissie. De commissie neemt haar beslissing na de betrokken speler uitgenodigd te hebben zijn verweermiddelen naar voor te brengen.”

Het voorliggende ontwerp, waarbij met toepassing van paragraaf 5 van datzelfde artikel 54 bepaald wordt op welke wijze de toegang tot die spelen verboden of ontzegt wordt, bevat een ontworpen artikel 3/1, § 3, naar luid waarvan een toegangsverbod wordt uitgesproken wanneer “problematisch spelgedrag” wordt vastgesteld. Aldus wijzigen de stellers van het ontwerp de omstandigheden waarin een speler de toegang tot bepaalde spelen kan worden verboden of ontzegt, terwijl zij daartoe niet bevoegd zijn.

Het ontwerp behoort in dit opzicht te worden herzien.

Onderzoek van het ontwerp

Dispositief

Artikel 1

1. De voorliggende tekst legt de verplichting op om een “aangetekend schrijven” te versturen.

Zoals hij is opgesteld, lijkt de tekst te eisen dat gebruik wordt gemaakt van een aangetekende postzending. Hij lijkt aldus het gebruik van de elektronisch aangetekende zending uit te sluiten wanneer de bepalingen van kracht zullen zijn die in de wet van 9 juli 2001 houdende vaststelling van bepaalde regels in verband met het juridisch kader voor elektronische handtekeningen, de elektronisch aangetekende zending en certificatediensten, gewijzigd bij de wet van 13 december 2010, betrekking hebben op de elektronisch aangetekende zending, namelijk ten laatste op 30 juni 2011¹.

Wanneer deze bepalingen van kracht zullen zijn, zal uit artikel 4, § 6, van de voornoemde wet van 9 juli 2001 echter volgen dat “onder voorbehoud van de toepassing van bijzondere wettelijke of reglementaire vereisten op het gebied van aangetekende zendingen [...] een elektronisch aangetekende zending geacht [wordt] aan de vereiste van een aangetekende zending te voldoen”.

Aangezien de hierboven aangehaalde bepaling voorbehoud maakt voor de toepassing van bijzondere wettelijke of reglementaire vereisten op het gebied van aangetekende zendingen, vermag de Koning een tekst uit te vaardigen die, in een welbepaalde aangelegenheid, het gebruik van een elektronisch aangetekende zending uitsluit.

De Koning dient een dergelijke vereiste evenwel te rechtvaardigen ten aanzien van het grondwettelijke beginsel van de gelijkheid voor de wet.

¹ Deze bepalingen zijn opgenomen in de artikelen 38 tot 52 van de wet van 13 december 2010 tot wijziging van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, van de wet van 17 januari 2003 met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecomunicatiesector en tot wijziging van de wet van 9 juli 2001 houdende vaststelling van bepaalde regels in verband met het juridisch kader voor elektronische handtekeningen en certificatediensten. Krachtens artikel 57, eerste lid, 2°, van de wet van 13 december 2010 treden zij in werking op 30 juni 2011. Het tweede lid van artikel 57 van de wet van 13 december 2010 staat de Koning evenwel toe een eerdere datum van inwerkingtreding vast te stellen.

Er dient in elk geval een terminologie gebruikt te worden die overeenstemt met de wetgeving ter zake ².

In dit verband zijn de volgende wijzigingen noodzakelijk:

- indien het de bedoeling is het gebruik van een aangetekende postzending te eisen en het gebruik van de elektronisch aangetekende zending uit te sluiten, dienen de woorden “aangetekend schrijven” vervangen te worden door de woorden “aangetekende postzending”;
- indien het de bedoeling is het gebruik van een dienst van aangetekende zending op te leggen, zonder de elektronisch aangetekende zending uit te sluiten, dienen de woorden “aangetekend schrijven” vervangen te worden door de woorden “aangetekende postzending of elektronisch aangetekende zending”.

De voorliggende bepaling dient dienovereenkomstig te worden herzien.

2. Er moet voor gezorgd worden dat de gebruikte terminologie overeenstemt met die van het koninklijk besluit dat bij het voorliggende ontwerp gewijzigd wordt. In de Franse tekst van het ontworpen artikel 3/1, § 3, dient dan ook te worden geschreven “sont ensuite enregistrées dans le système” in plaats van “sont ensuite introduites dans le système”.

3. In diezelfde paragraaf van het ontwerp wordt bepaald dat de gegevens aangaande de genoemde personen in het systeem worden opgenomen. Het systeem in kwestie heeft tot doel de exploitanten in staat te stellen na te gaan of een persoon niet vermeld staat in de lijst van uitgesloten personen. In dat systeem behoort de naam van de persoon die het verzoek ingediend heeft dan ook niet voor te komen. De woorden “de genoemde personen” zijn evenwel dubbelzinnig en lijken te kunnen slaan zowel op de uitgesloten persoon als op de persoon die het verzoek heeft ingediend. Bijgevolg behoort te worden geschreven “uitgesloten personen” in plaats van “genoemde personen”.

² Zie meer bepaald:

- de definities van de uitdrukkingen “postzending” en “aangetekende zending” in artikel 131, 7° en 9°, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, vervangen bij de wet van 13 december 2010;
- de definitie van de uitdrukking “elektronisch aangetekende zending” in artikel 2, tweede lid, 14°, van de wet van 9 juli 2001 houdende vaststelling van bepaalde regels in verband met het juridisch kader voor elektronische handtekeningen en certificatediensten., ingevoegd bij de wet van 13 december 2010.

Artikel 2

De tijdspanne van tien dagen die in principe moet liggen tussen de bekendmaking van een regeling in het Belgisch Staatsblad en de inwerkingtreding ervan heeft tot doel de adressaten ervan de mogelijkheid te bieden om daarvan binnen een redelijke termijn kennis te nemen. De afdeling Wetgeving ziet *in casu* niet in aan welke noodzaak de onmiddellijke inwerkingtreding van het ontworpen besluit beantwoordt.

Artikel 3

De afdeling Wetgeving ziet niet in waarom ook de minister tot wiens bevoegdheid de Nationale Loterij behoort met de uitvoering van het voorliggende ontwerp wordt belast.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	P. VANDERNOOT,	staatsraden,
de Dames	M. BAGUET,	
	A.-C. VAN GEERSDAELE,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de Heer Y. DELVAL, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van Mevr. M. BAGUET.

DE GRIFFIER

DE VOORZITTER

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS